

Lettre ouverte d'un EC d'Italien

à M. Jean-François Balaudé, professeur
président de l'université Paris Nanterre

Le 9 avril 2018

Monsieur le président,

permets que je te fasse part des questionnements qui m'étreignent, dans l'espoir que ta présidentielle Sagesse m'instruise et me rassérène.

D'abord : après avoir interdit à la Coordination nationale des étudiants (CNE) de se réunir à Nanterre samedi 7 avril, tu te réjouis twittéristiquement, lors qu'elle s'est tenue malgré tout, qu'elle ait eu lieu dans de bonnes conditions. Je m'interroge, je ne t'en fais pas mystère.

Ensuite : le 9 avril, après avoir demandé l'intervention de la police dans nos locaux, tu nous adresses un mail circulaire pour justifier cet acte, en affirmant que l'intervention ne visait qu'une vingtaine de têtes brûlées (une vidéo en ligne montre, certes, que cette vingtaine de tristes sires tourne plutôt au-dessus d'une bonne grosse centaine de jeunes gens au bas mot, mais il s'agit à coup sûr d'un odieux trucage), et en nous expliquant que leurs revendications mêlaient la demande de retrait de la loi ORE à, par exemple, des questions concernant les migrants. Cela serait-il donc supposé les ridiculiser d'emblée ? Disqualifier leurs demandes et leurs analyses ? Les différentes mesures et décisions promues par le présent gouvernement ne seraient-elles donc pas – qu'elles concernent la SNCF, l'université, l'immigration, la retraite, le lycée, l'hôpital – parfaitement cohérentes et coordonnées ? Ne feraient-elles pas système ? J'ai encore comme un doute, je te l'avoue sans fard.

Et ce doute – permets-moi de te parler avec toute la franchise qu'un collègue mérite, et d'autant plus qu'il est plus Sage –, ce doute, monsieur le président, revêt des formes diverses, quasiment ineffables, mais dont il me faut ici, pourtant, simplifier comme ceci l'expression : prendrais-tu tes collègues enseignants et enseignants-chercheurs, les personnels administratifs et les étudiants de l'université que tu présides, nous prendrais-tu toutes et tous pour des billes ? Des ballots ? Des corniauds ? Des innocents à la courte mémoire, des simplets déjà oublieux du courriel circulaire par lequel tu nous enjoignis naguère macroscopiquement de voter pour celui qui allait devenir président de notre république ? Des benêts oublieux déjà de cet autre courriel, plus récent (Flash-info du 20 mars 2018*), où tu nous expliquais que ParcoursSup était certes un dispositif discutable, mais qu'en *même temps* (« je sais... », « mais je sais aussi... ») il n'y avait pas mieux, car « il est aujourd'hui indispensable de » (je te cite, monsieur le président) « regarder la réalité en face » ?

« Regarder la réalité en face », dis-tu ? Voici alors qu'un nouveau doute, ontologique cette fois, et par conséquent plus terrible, m'assaille tout soudain. Étant moi-même fort loin d'avoir ton immense connaissance de la philosophie, le terme « réalité », sous ta plume, prend à mes oreilles, à mes yeux, à mon entendement des accents solennels. Or, des quelques penseurs, pas tous obscurs, que j'ai lus, je m'étais ingénument cru en droit et en devoir de déduire que, pour le dire pauvrement, la *réalité* est affaire de point de vue. J'avais, c'est l'évidence, mal lu tes devanciers, si par implicite tu postules, toi philosophe, qu'il est un point de vue préférable à tout autre, un *regarder-en-face* depuis lequel la réalité se laisse voir telle qu'en elle-même enfin l'éternité ne la change pas ; un point de vue qui dépasse, transcende, subsume et rend vains tous les autres. Non plus un point de vue, dès lors, mais le Point de Vue, l'Observatoire Souverain, la Position d'où contempler l'Absolu.

Ainsi tout s'éclaire-t-il, et ainsi cette lettre devient-elle sans objet cependant même que je l'écris : tu n'as pas tenté d'interdire que la CNE se tienne à Nanterre ; tu ne t'es pas réjoui ensuite par quelque opportunisme après coup ; tu n'as pas appelé la police ; tu n'as rien fait de tout ceci, et surtout tu ne l'as pas fait, comme le pourraient croire des esprits mal tournés, regardant la réalité de travers, parce

que tu redoutes que la protestation s'étende ; tu n'as, chaque fois, rien fait d'autre qu'agir après avoir regardé la réalité en face, droit dans les yeux, pour y voir, dans le livre même de la vérité, ce qu'il fallait faire, ou plutôt : ce qu'on ne pouvait pas ne pas faire.

Monsieur le président, permets-moi de te dire, et je suis sûr de me faire ici l'interprète du plus grand nombre, combien il est revigorant, rassurant et réconfortant de se savoir dirigé et représenté en haut lieu par quelqu'un qui voit la réalité en face, surtout pour celles et ceux d'entre nous qui, dans leur ignorance, seraient enclins à croire qu'on peut, concernant par exemple ParcoursSup (et même les manières de s'y opposer, si on estime devoir le faire), avoir des opinions différentes de la tienne. Qu'ils sachent désormais (aussi ce message leur est-il, pour leur saine édification, également adressé) qu'en regardant en face la réalité – dont les CRS, leurs boucliers, leurs matraques et leurs lacrymogènes ne sont que d'accidentels avatars parmi tant d'autres – tout s'éclaire et s'apaise.

Christophe Mileschi

Professeur, université Paris Nanterre

Témoignage d'un EC de Sociologie

Un peu plus d'informations sur les événements de la journée à Nanterre telles que je l'ai vécue. Bien loin du communiqué de la présidence qui fait œuvre de désinformation.

La Trentaine d'étudiants ayant occupé la salle E01 tôt ce matin (avant mon arrivée sur le campus) sont bien des étudiants de Nanterre. Pendant l'évacuation, ils se sont réfugiés sur les toits du bâtiment. Ils y étaient toujours à mon arrivée, et j'ai formellement reconnu certains de nos étudiants et des étudiants d'anthropologie.

Suite à quoi les CRS sont restés en faction devant le bâtiment D assez longtemps avant de se retirer. Les étudiants et personnels présents ont alors décidé d'entrer dans les locaux. Les étudiants se sont installés dans une salle, les personnels un peu plus loin pour tenir une AG.

Les CRS, aidés par les services de la fac qui leur ont vraisemblablement ouvert un accès à l'arrière du bâtiment D, ont commencé à sortir sans ménagement les étudiants. Un véritable guet-apens. Les personnels ont été bloqués pendant pas loin de deux heures à devoir regarder les CRS sortir un à un nos étudiants. Avec brutalité. Des films et photos sont là pour en témoigner. Ils ont placé en détention 7 de nos étudiants, dont les leaders syndicaux du mouvement. Une fois les étudiants "évacués", ils nous ont fait sortir

Ensuite l'ensemble des étudiants et des personnels se sont rendus devant la présidence protégée par de nombreux CRS. Une délégation a été reçue. Je laisserai Céline et Sabine en parler n'y étant pas moi-même.

Je suis extrêmement choqué de ce que j'ai vu aujourd'hui. Voir ses étudiants matraqués et arrêtés en étant bloqué derrière un rideau de CRS est une expérience que je ne souhaite à personne.

Balaudé doit être mis face à ses actes et responsabilités. La confiance est totalement rompue. Il doit démissionner. Quoi que nous pensions de la réforme ORE, nous ne pouvons pas assister à la répression de nos étudiants les bras croisés. Je sors de cette journée déboussolé, dégoûté, et surtout très en colère.

Nous devons nous réunir demain pour signifier notre désaccord vis-à-vis de l'intervention des CRS sur le campus universitaire. J'espère que nous y serons nombreux. Un rendez-vous semblait se dégager à 10h30 devant le bâtiment D.

La lettre du président Ballaudé

Chères et chers collègues,

Un groupe d'une vingtaine d'individus, non identifiés, s'est introduit par effraction ce matin lundi 9 avril 2018, dans un des bâtiments de l'Université Paris Nanterre. Leurs revendications, extrêmement larges, ne sont pas spécifiquement liées à la loi ORE. Elles vont de la loi ORE au soutien au peuple kurde, en passant par le retrait de la loi asile et immigration et le soutien à Notre-Dame-des-Landes.

Aucun dialogue n'a été possible avec ces personnes qui ont d'ores et déjà vandalisé des salles du bâtiment. Ne pouvant plus avoir de contrôle sur cette partie de nos locaux, et en considération du contexte national, nous avons décidé de procéder à l'évacuation.

En revanche, comme à l'accoutumée, l'assemblée générale des étudiants de ce matin, le blocage par les étudiants de certains bâtiments du campus de Nanterre, de même que la CNE (Coordination Nationale Etudiante) ce week-end, ont pu avoir lieu et ne font l'objet d'aucune intervention des forces de l'ordre.

Je rappelle que, depuis deux ans, un local a été mis en permanence à disposition des étudiant.e.s mobilisé.e.s. Nous avons d'ailleurs proposé à ces individus un repli vers ce lieu, qu'ils ont refusé.

Dans ce contexte, les bâtiments du campus de Nanterre sont fermés depuis ce matin et le seront jusqu'à ce soir. Les activités sont donc suspendues ce jour sur le site de Nanterre.

Je ne manquerai pas de vous tenir informé.e.s de l'évolution de la situation.

Avec tout mon dévouement,

Jean-François Balaudé

Président de l'Université

Objet : [Syndicat-SNASUB-FSU] NON à l'intervention des CRS à la fac, OUI au débat

A l'attention de Mr Jean-François Balaudé,
Président de l'université Paris Nanterre

Nous, personnels de l'université, assistons en ce moment avec indignation à l'intervention des CRS sur le campus. Vous seul président de l'université avez le pouvoir de demander cette intervention

policrière.

Cette décision est inacceptable, et nous vous interpellons pour connaître les arguments qui l'ont motivée. Depuis le début des mobilisations, aucun débordement violent ou nécessitant l'intervention de la police n'a eu lieu.

Il est clair que dans ces conditions, le conseil d'administration, instance de débat et d'échanges entre les membres de la communauté universitaire (étudiant-es, BIATSS et enseignant-es/chercheur-es) ne pouvait pas se tenir comme prévu cet après-midi.

On ne débat pas à l'ombre des matraques.

Vous devez entendre l'opposition exprimée par les étudiant-es et des personnels contre la loi ORE et son outil de sélection sociale, Parcoursup.

Cette opposition est intacte et continue à se développer. Département après département, les motions contre la sélection se multiplient. Aussi nous exigeons la tenue d'un débat ouvert avec l'ensemble de la communauté universitaire, car depuis des mois nos demandes d'échanges se traduisent systématiquement par du mépris, des menaces sur les équipes enseignantes qui tentent d'expliquer les raisons pour lesquelles elles refusent de classer et de trier les futurs-es étudiant-es.

Nous voulons comprendre pourquoi Nanterre, qui commémore depuis des mois Mai 68 est à ce point sourde aux appels de sa propre communauté.

Nous appelons les personnels de l'université à se mettre en grève demain, mardi 10 avril 2018, contre la mise en place de la sélection à l'entrée de l'université et les interventions policières en cours dans nos établissements.

Les personnels en lutte de l'université.